

Burundi : Bras-de-fer entre pouvoir et étudiants des Universités publiques

RFI, 27-03-2017 Burundi : colère et mobilisation des étudiants après la suppression des bourses. Jusqu'ici au Burundi, tous les étudiants burundais avaient toujours bénéficié d'une bourse d'études, attribuée sans conditions. Le budget qui finançait ces bourses a explosé en raison de la forte hausse du nombre d'étudiants ces dernières années alors que le Burundi, qui traverse une grave crise politique depuis près de deux ans, fait face à de graves difficultés financières. [Photo : Des étudiants dans les couloirs de l'Université du Burundi.]

Le président burundais a donc signé début février un décret qui transforme cette bourse en un prêt que chaque étudiant s'engage à rembourser une fois ses études terminées et qui en plus, durcit les conditions de son octroi. Les étudiants des universités publiques s'y opposent farouchement et ont décidé d'engager un bras-de-fer en vue d'obtenir son abrogation. Premiers à engager le bras-de-fer, les 3.000 étudiants de l'École normale supérieure du Burundi qui ont lancé une grève illimitée depuis vendredi matin. Les plus de 11.000 étudiants de l'Université du Burundi eux se préparent à entrer dans la danse. Cent soixante-dix de leurs délégués ont lancé le même jour un ultimatum au président Pierre Nkurunziza dans une lettre qu'ils ont rendu publique. Ils lui donnent jusqu'au 4 avril pour abroger son décret sinon, menacent-ils, les étudiants vont « suspendre toute participation aux activités académiques ». Cette annonce a fait l'effet d'une bombe au Burundi car depuis le début de la grave crise politique que traverse ce pays et le recours à une sanglante répression pour mettre fin à toute opposition au régime en place, les gens ont peur. Le gouvernement ne tolère plus les grèves et n'hésite pas à emprisonner les syndicalistes. Un représentant général des étudiants nommé par le pouvoir s'est dit surpris de voir des étudiants oser lancer un ultimatum au chef de l'État. Le recteur de l'Université est outré pour la même raison, et il a mis en garde les délégués des étudiants sur les « conséquences » de leur lettre. Du coup, des dizaines parmi eux sont entrés en clandestinité, mais ils persistent et signent. « Nous sommes prêts au sacrifice, nous allons continuer notre lutte jusqu'à ce qu'on obtienne gain de cause », jurent plusieurs parmi eux. Ils dénoncent un décret qui va « éliminer de l'enseignement supérieur les étudiants issus des familles modestes », et ce sont les plus nombreuses dans ce pays classé le plus pauvre du monde. Jean-Claude Karerwa : « Le décret instituant la politique de prêt-bourse est là et il reste. Il s'agit d'une politique pour les étudiants d'aujourd'hui et pour ceux des années à venir... Nous lançons un appel aux étudiants (pour) qu'ils fassent la sourde oreille à ceux qui les manipulent à des fins purement politiciennes. »

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});